

# Politique en œuvre: Accélération de la Croissance Agricole en passant par PDDAA

L'Agriculture est la base de la plupart des économies africaines. Pour des millions de petits propriétaires, l'agriculture est leur gagne-pain, elle soutient la sécurité alimentaire et les efforts de la lutte contre la pauvreté et elle favorise un développement économique plus étendu. La croissance agricole a pourtant été généralement décevante et il y a une préoccupation claire sur la situation de la faim à travers le continent<sup>1</sup>. L'Agriculture fait face à de nouveaux défis globaux des prix élevés de l'énergie et de l'alimentation et du changement climatique et des échecs internationaux aux marchés. Les stratégies de développement agricole, ainsi qu'une productivité accrue et un développement viable contre la pauvreté doivent englober la commercialisation et la croissance à l'initiative du marché.

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture Africaine (PDDAA) élabore une vision et une structure pour que les gouvernements puissent accélérer la croissance agricole, le développement viable et éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Pour y arriver les gouvernements s'engagent à investir davantage sur l'agriculture en plus des changements de fonds et institutionnels pour créer plus de concurrence domestique et internationale; L'investissement dans la technologie et la productivité; et l'amélioration dans le marketing et le transport.

Le PDDAA ne focalise pas uniquement sur la mobilisation des ressources pour le secteur agricole. Son existence a pour objectif de changer la manière dont les affaires se déroulent dans le secteur. Ceci veut dire l'analyse critique et la transformation des dispositions et politiques institutionnelles à travers le secteur<sup>2</sup>.

Ce précis se base sur la dernière recherche du consortium des futures agricultures pour informer le débat sur le choix, le mode et l'implémentation de la politique, pour concrétiser les objectifs du PDDAA. Les questions suivantes se posent:

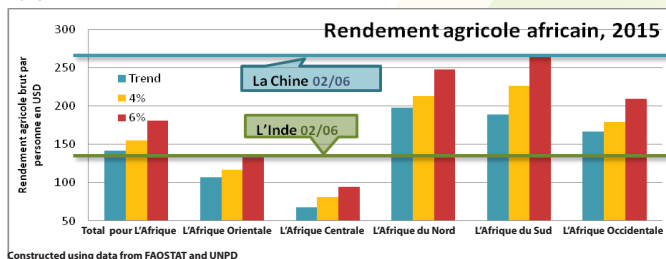
- Que veut dire une cible de croissance agricole de 6% pour le rendement agricole en Afrique?
- Le modèle du développement agricole du petit propriétaire peut-il assurer cette croissance ?
- Quelles politiques et stratégies faut-il suivre – et comment doivent-elles être formulées?
- Quel rôle Les ministères de l'agriculture devraient-ils jouer dans de développement agricole?

## Le modèle du petit propriétaire peut-il minimiser la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire<sup>4</sup>?

33 millions de petites fermes en Afrique dominent la zone agricole dans la plus plupart des pays et elles produisent 90% du rendement agricole. Pour subvenir aux besoins d'une population en voie d'une croissance grimpante la production agricole doit augmenter rapidement. Les petits propriétaires peuvent-ils imiter le modèle asiatique et réaliser 'une révolution verte' pour le continent?

Les mérites des petites et grandes fermes ont été beaucoup débattus. Les petites fermes de 2 hectares au maximum produisent plus par hectare que les grandes fermes. Fonctionnant au niveau

Schéma 1: Valeur du rendement agricole brut par habitant : prévisions régionales pour 2015



## L'accélération de la croissance agricole en Afrique en passant par le PDDAA: Les rendements potentiels

L'objectif principal du PDDAA est d'accélérer la production agricole en Afrique en ciblant une croissance annuelle de 6% en moyenne. Une évaluation de ce que représenterait une croissance de 6% (un pourcentage atteint seulement par un pays au cours de la période) pour le rendement agricole africain, démontré dans le schéma 1<sup>3</sup>. Des résultats qui seraient obtenus avec une croissance de 4% (Une cible Probablement plus réelle – touchée par 11 pays) et en suivant la tendance actuelle de croissance (2.8 pourcent) sont démontrés aussi. Un développement plus important mène, évidemment, à plus de rendement.

- Globalement, pour l'Afrique il y aura une augmentation de 30% environ selon la tendance d'ici 2015 si une croissance agricole de 6% est atteinte.
- Au niveau régional, les gains selon la tendance sont particulièrement importants pour le centre et le sud de l'Afrique.
- En comparant l'Afrique aux rendements par habitant observés ailleurs récemment, le continent atteindrait les niveaux indiens d'ici 2015 au niveau des trois taux de croissance (et les niveaux chinois d'ici 2025 à une croissance de 6%)

ménager et favorisant la main d'œuvre familiale, elles ont un avantage économique contrairement aux grandes fermes et les petits agriculteurs qui se servent de leur savoir sur les conditions locales pour travailler convenablement. Par contre les grandes fermes (regroupements de petites fermes) ont plus de possibilités de profiter des grandes économies en se procurant des intrants, crédits et informations commerciales.

Les données sur les fermes africaines de tailles différentes sont insuffisantes mais vu la dominance des petites fermes dans beaucoup de pays, les données nationales représentent une mesure raisonnable de la performance des petites fermes. Les archives des cinquante dernières années démontrent une performance agricole variable avec une croissance lente dans les années 70 suivi d'une croissance accélérée au début des années 80 (schéma 2). La différence en performance entre le nord et l'ouest de l'Afrique par rapport à d'autres régions est encore plus frappante.

Il y a aussi de grandes variations entre les pays (schéma 3). Malgré les archives décevantes parmi beaucoup de pays Africains, treize pays ont doublé (voire même plus que doublé) leur production agricole pendant les 20 dernières années. Ceci comprend les pays où les petites fermes produisent la plus grande partie du rendement - Le Burkina Faso, Le Ghana, Le Niger, Le Mali. Par contre, les pays qui ont (ou qui avaient) de grandes fermes – comme La Namibie, L'Afrique du Sud et Le Zimbabwe – sont positionnés assez bas au niveau de la croissance. Contrairement à d'autres facteurs clairement importants, un secteur agricole dominé par de petites fermes ne gêne pas la croissance voire même la croissance assez grimpante.

De nombreux booms agricoles – cultures vivrières et commerciales — se basent sur l'agriculture à petite échelle. Tous n'ont pas été maintenus vu leur sensibilité aux prix courants du marché ainsi que l'appui de l'état (Y compris les subventions) et l'organisation. Mais un changement remarquable et durable a été réalisé dans le cas où les petits agriculteurs se sont servis des innovations techniques: Les variétés des maïs hybrides au Zimbabwe, Les maïs à pollinisation libre en Afrique de l'ouest, Les bananes de meilleure qualité en Afrique de l'est, l'horticulture pratiquée par de petits propriétaires sous contrat au Kenya et des maniocs qui résistent aux insectes nuisibles et aux maladies<sup>5</sup>. Par contre Selon les archives des grandes fermes la performance n'a pas été vraiment bonne avec un échec remarquable lié à la dépendance d'une technologie mal adaptée aux conditions locales. Les grandes fermes font face aux

coûts importants – Y compris salaires minimum, soins de santé et imposition – ce qui est rarement le cas chez les petits agriculteurs. À part les entreprises de haute valeur – comme dans l'horticulture et l'élevage intensif de porcs et l'aviculture – et pour les récoltes qui exigent une production dans de grands locaux – Y compris le sisal, le sucre, le thé, la gomme et le café – les grandes fermes ne sont pas répandues en Afrique.

### Quelles politiques et conditions favorisent le développement chez les petits propriétaires?

Il est clair que le développement progressif chez les petits propriétaires nécessite des politiques d'appui:

1. Création d'un climat d'investissement favorable – Là où les fermiers peuvent acheter des intrants, accéder au financement et vendre leurs produits sans être imposés lourdement, faire concurrence avec les importations sous-évaluées, exporter leurs produits aux marchés dont les prix sont baissés par les politiques de l'OCDE ou ne peuvent pas être exploitées par les agences ayant le pouvoir de monopole.
2. Investissements sur des biens et services publics qui soutiennent l'agriculture – la recherche et l'extension, les routes rurales, l'éducation, l'eau, le soin de santé et dans certains cas, des intrants subventionnés, l'irrigation et l'alimentation électrique.
3. Encouragement des institutions économiques – Allouer et protéger les droits de propriété, faciliter le commerce, minimiser les risques et permettre l'action collective combinée avec une demande efficace du marché
4. L'existence de la demande au portail de la ferme – La demande urbaine domestique avec les fermiers liés à ces marchés par de meilleures routes ou des organismes parapublics offrant aux fermiers dans les zones éloignées des prix pan-territoriaux.

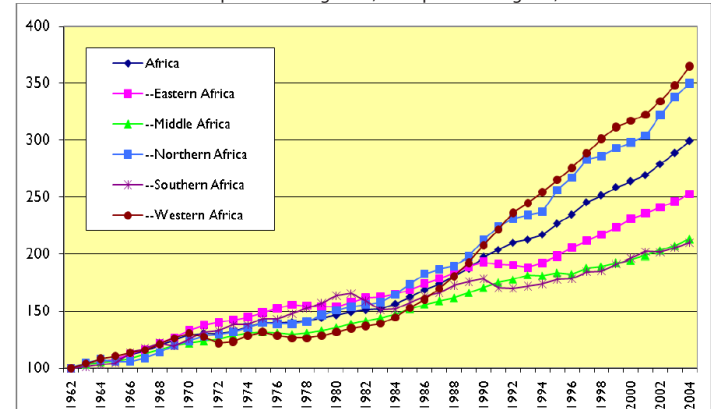
Et aussi:

5. Conservation des ressources naturelles – la bonne terre l'eau et d'autres gestions de ressources naturelles pour maintenir la production.

Remplir ses conditions avec des ressources limitées veut dire que les gouvernements doivent prendre des décisions stratégiques difficiles sur la combinaison et l'enchaînement des politiques et investissements (Observez ci-dessous). Les rendements ont été parfois empirés par des politiques peu judicieuses et la mauvaise gouvernance. Mais il y a eu des succès à certain moment et dans certains pays. L'initiative devrait aboutir.

Aujourd'hui L'Afrique n'est certainement pas comme L'Asie au début de la révolution verte. Les chaînes de fourniture agricole ont de plus en plus de conditions exigeantes; Les innovations techniques seraient plus difficiles à réaliser avec les conditions africaines; La dégradation environnementale et les changements climatiques gênent le développement; le VIH/SIDA fait beaucoup de victimes; et le genre de soutien agricole offert par les gouvernements asiatiques il y a 30 ans est inconcevable aujourd'hui. Mais le changement n'est pas toujours négatif: La science de l'agriculture est mieux

Schéma 2: Croissance de la production agricole, L'Afrique et ses régions, 1961/63 to 2003/05



Source: FAOSTAT, PIN brut, prenant en compte des moyennes changeantes de trois ans et basant l'index sur 1961/63

équipée aujourd'hui pour produire des innovations; La hausse des prix des produits de base encourage l'exportation en Afrique; et le biocarburant constitue un nouveau marché important pour les agriculteurs.

### Qui va bénéficier du développement des petits propriétaires?

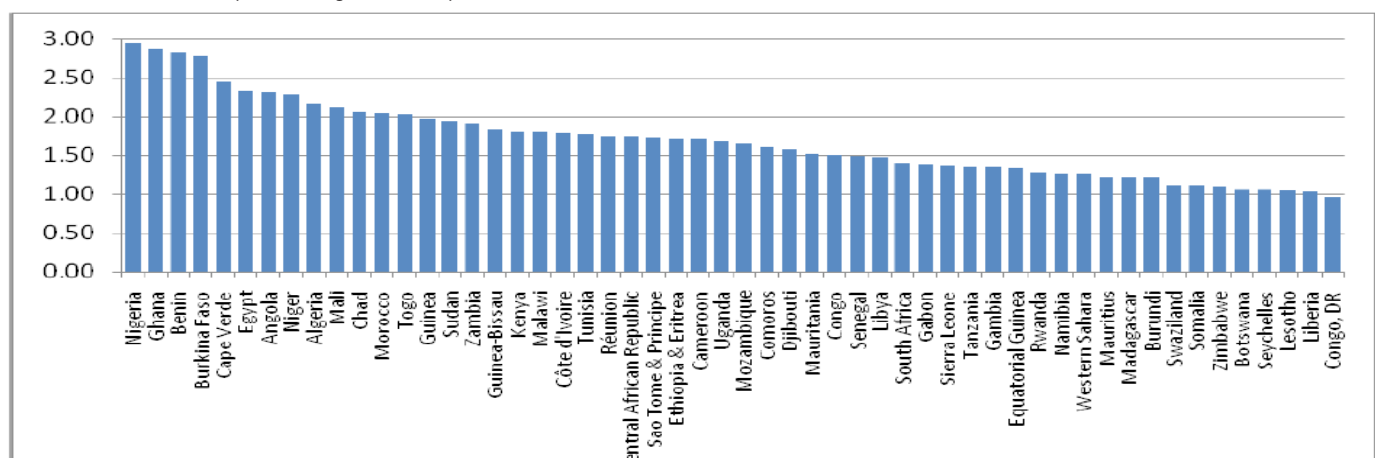
Le développement des petits propriétaires bénéficierait bien seulement les petits propriétaires les mieux placés: Ceux qui ont accès à un peu plus de terrain, de ressources et au marchés. Ceci veut-il dire que le développement agricole basé sur les petites fermes ne baissera pas le niveau de pauvreté et de faim? Non: Il y a de bonnes raisons de s'attendre à ce que des multiplicateurs des économies rurales transforment la croissance déséquilibrée des petits propriétaires en gains à grande échelle à travers la demande pour la main d'œuvre et les biens outre que ceux servant à l'agriculture – si le développement est complété des politiques encourageant l'économie rurale outre que celle associée à l'agriculture, la constructions des liens entre les villes et la présence de la protection sociale.

Le développement des petits propriétaires va-t-il assurer la sécurité alimentaire? Oui: le coût alimentaire baissera s'il y a plus de nourriture et l'augmentation de revenus des pauvres leur permettra de s'acheter plus de nourriture. Mais pour une meilleure alimentation le continent doit faire autant pour améliorer l'accès à l'eau potable, l'hygiène aussi bien que la culture supplémentaire<sup>6</sup>.

### Quels sont les investissements nécessaires pour promouvoir le développement agricole contre la pauvreté et comment doivent-elles être séquestrées?<sup>7</sup>

La nécessité d'investissement dans le développement agricole en Afrique est à présent généralement acceptée par les gouvernements et les donateurs. Comment les programmes d'investissement doivent-ils être formulés pour promouvoir la croissance agricole efficacement

Schéma 3: Croissance dans la production agricole en Afrique 1983/85 to 2003/05



Source: Données FAOSTAT, PIN brut agricole, Moyennes changeantes de trios ans. L'Ethiopie et L'Erythrée combinés pour permettre à la courbe de s'étendre avant 1991.

et effectivement de sorte que ce soit bénéfique aux pauvres et que la sécurité alimentaire soit améliorée? Il est critique de séquencer l'investissement. Pour cela, il faut comprendre les processus principaux et les étapes dans la croissance agricole, le développement et la baisse du niveau de pauvreté.

### 1. Les stratégies des moyens d'existence

Pour réaliser la croissance agricole, réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire, les changements doivent se faire au niveau des moyens d'existence et de l'environnement local et national. Ceci doit être positif et mutuellement renforçant. À partir des moyens d'existence surviennent trois grands types de stratégie:

- **'S'accrocher'** – Là où les pauvres s'engagent dans des activités leur permettant d'entretenir leur niveau de vie, souvent dans l'adversité socio-économique.
- **'Intervenir'** – Là où les gens investissent dans des biens pour agrandir leurs activités actuelles, en augmentant ainsi la production et le revenu.
- **'Se retirer'** – Là où les gens ont accumulé assez de biens pour pouvoir s'engager dans d'autres activités rapportant plus de revenus.

L'Agriculture est un véhicule auquel les pauvres s'accrochent, et avec la croissance agricole, ils se développent; mais éventuellement, la plupart d'entre eux se retirent pour s'engager dans des activités outre que l'agriculture. L'expansion du secteur non-agricole dépend de la croissance et le changement structural de l'économie en général y compris l'agriculture.

### 2. Les pièges de la pauvreté

Le Changement et le développement des moyens d'existence et l'économie dépendent des changements technologiques et institutionnels, en entraînant l'augmentation de la productivité et permettant aux gens d'accumuler le capital et d'investir davantage. Cependant, ces processus peuvent être malheureusement ralentis par un ensemble de micro-, méso- et macro - pièges de la pauvreté.

Les Micro pièges sont des cercles vicieux de ressources limitées, de productivité minimale, de faibles revenus et d'accumulation minimale des ressources – tout ceci aggravé par des chocs sanitaires, climatiques et économiques. Les entreprises privées devraient pouvoir investir dans les systèmes de crédit, les intrants, les services et les assurances pour augmenter la productivité et réduire la vulnérabilité des gens. Cependant, La chaîne d'approvisionnement ou les pièges de la méso-pauvreté peuvent en gêner la réalisation. Les niveaux bas de l'activité économique, la mauvaise infrastructure et les institutions faibles, ceci empiré par le climat et des prix aléatoires signifient des coûts élevés et des risques qui sont ensuite transmis aux fermiers par les fournisseurs d'intrants et de crédit. Ceci a tendance à avoir des effets négatifs sur la production, ce qui limite les opportunités pour l'achat des produits à grande échelle, tout en gardant les prix à la ferme bas et en décourageant les fermiers de faire la demande des intrants et du crédit.

Les firmes et les gouvernements peuvent-ils fournir la coordination et l'investissement pour surmonter ces échecs des chaînes d'approvisionnement? Pour la production des aliments de base par les petits propriétaires, les firmes ne sont vraiment pas motivées à investir dans l'achat des produits, dans la fourniture des intrants et dans les services financiers. Souvent, c'est au gouvernement de le faire. Mais la prestation de ces services et leurs investissements exigent une capacité solide administrativement et financièrement – Ce qui manque souvent dans les pays qui en ont le plus besoin (Le macro-piège). Les horizons politiques à court terme, le succès incertain, les tendances changeantes des donateurs et les gênes du flux d'aide signifient que les politiciens, bureaucrates et les donateurs évitent l'engagement à long terme nécessaire pour le développement de la capacité, l'investissement soutenu et l'action.

### 3. Quelles sont les leçons de séquençage des investissements dans le développement agricole?

Les contraintes varient entre le type de récolte et au fil du temps. Augmenter la productivité des récoltes de base dans des zones

défavorisées veut dire aborder les micro-, méso- et macro- pièges de pauvreté simultanément. Ceci comprend les investissements soutenus et bien séquencés- Les deux sont aussi importants au début mais la priorité peut changer du premier au deuxième avec le départ des gens:

- Première étape: développer les technologies productives de base pour les récoltes de base pour que les fermiers puissent s'accrocher et développer et établir la capacité administrative et politique et s'engager à fournir les services nécessaires pour le faire. Ceci exige l'intégration de la protection sociale pour soutenir ceux qui s'accrochent, avec des politiques de développement agricole en vue de promouvoir (plutôt que réprimer) le développement du marché.
- Une fois les marchés et les prix bas des aliments établis; Investir dans la coordination et la stimulation du marché pour encourager les marchés privés et l'orientation vers les produits agricoles d'une valeur plus haute et les activités outre que celles de la ferme.

Les détails précis de la politique et des investissements requis, comment les formuler et implémenter et à quel moment dépend des pays et au fil du temps. Mais le soutien agricole apporté à ceux qui s'accrochent sera plutôt différent de celui des fermiers qui arrive à se développer. Il y aurait besoin que la technologie destinée aux aliments de base pour les très pauvres soit différente de celle destinée aux petits fermiers ayant plus de potentiel. La politique de la protection sociale est un moyen important de traiter la pauvreté accrue, mais elle a besoin d'être intégrée et la politique du développement rural doit être liée aux stratégies de développement plus étendues, développant ainsi des marchés pour les produits agricoles, les intrants et soutenant les gens pour qu'ils se retirent pour se diriger vers des activités économiques outre qu'agricole en commençant par celles liées à l'éducation et les compétences.

### Quel est le rôle des ministères de l'agriculture dans le développement?<sup>8</sup>

#### Les récits de la politique agricole

Les ministères de l'agriculture ont été traditionnellement les acteurs principaux dans la réalisation de la politique agricole et la programmation du développement. Actuellement des récits différents sur la politique agricole sont préconisés par des acteurs différents chacun envisageant un ministère de l'agriculture différent:

1. **Le modèle « Statiste »** – un ministère sectoriel fort avec de la capacité et l'influence stratégique pour s'adresser aux contraintes agricoles majeures.
2. **Le modèle Néolibéral** – Les ministères sectoriels occupent un rôle minimal focalisant sur la surveillance et la réglementation tout en permettant aux secteurs privé de jouer un rôle plus important dans un environnement de marché libre.
3. **Le modèle d'habilité** – Un rôle de coordination et d'intermédiation: Voir à ce que les marchés fonctionnent efficacement en s'assurant que les efforts publics ciblent la diminution de la pauvreté.

Quel modèle a un sens aujourd'hui? Les domaines importants d'intervention et de dépense ne sont pas mandatés par les ministères de l'agriculture. D'autres agences du secteur public jouent actuellement des rôles de plus en plus importants. Avec le retrait du gouvernement de la production agricole et le marketing, les principaux domaines dans lesquels les états interviennent sont: le développement infrastructurel dans les zones rurales (transport, communication et irrigation), La stabilisation de l'économie, L'exécution des contrats et la négociation des conditions pour le commerce (tarifs, normes de la biosécurité etc.). Ainsi. Les rôles des ministères de l'agriculture semblent avoir changé de la transformation à la réglementation et la facilitation.

#### Quelle est la situation aujourd'hui?

Face à ces changements de grande portée, Il y a des signes certains que les ministères hiérarchiques gardent leurs convictions afin que le gouvernement s'engage à focaliser sur l'agriculture. En même temps il y a des signes de concessions au modèle du marché libre, même si on ne pense pas souvent à ce dernier et qu'on ne l'applique pas. Résultat: peu de compromis.

Des réformes depuis les années quatre-vingts ont cherché à réduire les effectifs radicalement, restructurer et changer les fonctions de l'état. À présent, les ministères font face à une baisse de ressources financières des gouvernements et donateurs; la décentralisation – ce qui a eu tendance à dissiper l'effort et la compétence; Une nouvelle conceptualisation d'aide – le soutien budgétaire direct, ce qui minimise le rôle des ministères sectoriels; La perte de la capacité technique au secteur non-gouvernemental; et l'épidémie du VIH/SIDA.

Les ministères de l'agriculture n'ont ni la capacité d'agir conventionnellement – extension, recherche etc. – ni la souplesse et les compétences en tant que nouveau régulateur, coordinateur et facilitateur. La plupart n'arrivent plus à fonctionner efficacement et sont mal équipés pour pouvoir faire face aux nouveaux défis.

### Un modèle alternatif

Une autre possibilité serait d'entretenir une capacité forte entre les ministères de l'agriculture, mais refocaliser l'attention sur les rôles importants, y compris les réformes initiées par l'état qui aident à créer des conditions pour démarrer l'économie agricole.

Les principaux rôles seraient:

- 1. Équilibrer les priorités du développement** – en plus de la sécurité alimentaire nationale, la baisse du niveau de pauvreté, et l'augmentation de la production alimentaire, les ministères doivent focaliser sur l'amélioration de la productivité dans des chaînes entières d'approvisionnement, augmenter les exports ou faire la concurrence avec les imports.
- 2. Les biens et les services publics** – Fournir seulement ceux qui ne seraient pas autrement fournis par le secteur privé – La recherche agricole et la réglementation de la biosécurité, probablement l'extension et la sécurité alimentaire.
- 3. Faire la coordination et faciliter les chaînes d'approvisionnement** – promouvoir l'investissement dans la production et le marketing en plus du développement des technologies agricoles de production; S'assurer à ce que les systèmes d'information commerciale soient disponibles pour que les fermiers puissent améliorer la prise des décisions; créer des opportunités pour soutenir les intérêts privés – y compris les producteurs à petite échelle – et les gouvernements trouvent des moyens d'améliorer la chaîne d'approvisionnement; et promouvoir l'innovation institutionnelle pour soutenir le développement des opportunités potentielles de commerce (telles que la provision du capital pour les graines ou des garanties financières dans le cas où le capital-risque et les marchés de l'assurance n'existent pas).
- 4. Faciliter la saisie des technologies** – les innovations informatiques des sources régionales et internationales et adapter les technologies au petit prix à des situations locales; Dans le cas où les technologies ne sont pas abordables pour les fermiers pauvres, le soutien sélectif à court ou moyen terme en forme d'intrants subventionnés ou le crédit, ce qui peut booster la productivité des aliments de base.
- 5. Réglementation** – Là où la facilitation échoue, il peut y avoir besoin de réglementation en accordant aux commerçants des licences et en fixant les prix.
- 6. Apporter le soutien aux habitants ruraux** – Comprendre les moyens d'existence et la façon dont ils changent, y compris le marché de main d'œuvre avec la migration, particulièrement des jeunes des zones rurales.

Ceci est un rôle important et défiant, exigeant un personnel professionnel avec un ensemble de compétences appropriées<sup>9</sup>. Ramener le pouvoir vers les ministères sectoriels – actuellement affaiblis financièrement, professionnellement et politiquement – ne sera pas facile. Les dépositaires d'enjeux bénéficiant de nouvelles modalités d'aide sont forts et influents; tandis que les adeptes du développement agricole sont souvent mal organisés. Mais il est essentiel qu'il ait un ministère de l'agriculture capable et ayant la volonté de synchroniser

Remerciements:

Ce Point Info est édité par Kate Wellard pour le **Future Agricultures Consortium**. Le Rédacteur des Series est David Hughes. Pour de plus information concernant cette série visitez: [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org) / Future Agricultures Consortium a pour objectif de susciter les débats et d'encourager le dialogue sur les questions essentielles et la politique à conduire, pour l'avenir de l'agriculture en Afrique. C'est un partenariat entre organismes de recherche africains et britanniques. Future Agricultures, Institute of Development Studies, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni T +44 (0) 1273 915670 E [info@future-agricultures.org](mailto:info@future-agricultures.org) / Les lecteurs sont autorisés à citer ou reproduire le contenu des Points Info de Future Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium Avenir des Agricultures souhaite être mentionné et recevoir une copie de la publication.

différents intérêts, designer la direction, et assurer un choix de politique favorisant la diminution de la pauvreté et l'inégalité.

### Les résultats clés sur la politique

- Atteindre la cible d'une croissance agricole de 6% verrait une augmentation de production de 30 pourcent environ, d'ici 2015. à un taux de croissance de 4% (plus réalisable), L'Afrique atteindrait les niveaux indiens du rendement agricole par habitant à ce jour.
- Le modèle de petit propriétaire a réalisé une bonne performance au niveau de la culture vivrière à des moments et des lieux différents à travers le continent. Avec une politique de soutien et une demande de marché de plus en plus forte, ceci peut se répéter. Le développement des petits propriétaires peut rapporter en grande ampleur à travers des prix alimentaires bas et une demande accrue pour la main d'œuvre et des biens outre qu'agricoles.
- Atteindre le développement contre la pauvreté exige le développement des technologies productives de base pour l'alimentation de base pour les fermiers, et l'établissement de la capacité et l'engagement à faire cela. La protection sociale est importante mais elle doit être intégrée avec la politique du développement agricole. Une fois les marchés et les prix alimentaires plus bas établis, la coordination et la stimulation sont requis pour le développement des marchés privés pour les cultures d'une valeur plus élevée et les activités outre qu'agricoles.
- Aujourd'hui, les rôles clés des ministères de l'agriculture sont la réglementation et la facilitation: Équilibrer les priorités du développement, la coordination des chaînes d'approvisionnement, la facilitation de la saisie des technologies, le soutien des habitants ruraux, la fourniture des biens et services publics qui ne sont autrement pas fournis par le secteur privé et la réglementation - dans le cas où la facilitation échoue.

### Notes de fin

1. Par estimation, plus d'un tiers de la population africaine est affamé.
2. Voyez: Wiggins S. and Leturque (2010), 'Helping Africa to feed itself: Promoting agriculture to reduce poverty and hunger', 'Future Agricultures Occasional Paper 2, FAC/ Friends of Europe/ODI.
3. CAADP (2010). Accelerating CAADP Country Implementation: A Guide for Implementors. NEPAD, Midrand
4. Keats S. and Wiggins S. (2009) 'accelerating agricultural growth in Africa through CAADP: Potential outcomes'. Prix universels instables des aliments et les séries de leurs implications. L'institut du développement à l'étranger (ODI), Londres. Les projections traitent chaque taux de croissance et font une petite prévision sur les niveaux de productions acquis, en excluant les changements des prix, les couts des intrants, le changement climatique etc.).
5. Voyez: Wiggins, S. (2009) 'Can the smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa?' FAC Working Paper 8, July 2009, IDS, Brighton.
6. Haggblade, S., Hazell, P., Kirsten, I. and Mkwandire R. (2003). 'African agriculture: Past performance, future imperatives', InWent/IFPRI/NEPAD/CTA Conference: Successes in African Agriculture, Pretoria, December 1-3, 2003
7. Wiggins, S. and Keats, S. (2009), 'Current state of food security in Africa and the Africa-EU partnership on the Millennium Development Goals' Paper for Second Joint Experts Group Meeting, Sub Group on Priority Action: Accelerate the Food Security Targets of the MDGs, 24 March 2009, Pretoria, FAC, Brighton and ODI, London.
8. Voyez: Dorward, A. n.d. 'Sequencing of investments for agricultural growth and poverty reduction and food security', Future Agricultures Discussion Paper, FAC, Brighton
9. Voyez: Scoones, I and Cabral, L (2006), 'What role for ministries of agriculture in the 21st century?' Future Agricultures Policy Brief 10, September 2006, FAC, Brighton. And Cabral, L. and Wiggins, S. (2007), 'Politics and the future of ministries of agriculture: Rethinking roles and transforming agendas', Future Agricultures Policy Brief 15, March 2007, FAC, Brighton.